



Pour un plan d'urgence dans l'éducation,
pour les postes, les salaires, l'amélioration des conditions de travail !

Appel à se mobiliser et à se mettre en grève le 23 septembre et à préparer la
mobilisation interprofessionnelle !

L'École a été soumise à rude épreuve et les personnels ont terminé l'année dans un état de fatigue rarement atteint. Cette rentrée 2021 est à nouveau marquée par le manque d'anticipation et la confusion de la politique suivie face à la poursuite de la crise sanitaire.

Alors que cette rentrée aurait nécessité la mise en place d'un plan d'urgence et la création massive de postes pour l'éducation dans un contexte qui a rendu plus compliquée la progression des apprentissages, le ministère poursuit une politique qui va à rebours des besoins du service public.

Encore une fois, le ministre refuse de voir la réalité en face, d'entendre les revendications des personnels et utilise cette crise sanitaire pour accélérer ses réformes qui se traduisent par :

- LE MÉPRIS DES PERSONNELS

Avec la destruction des CAP, les agent-es se retrouvent isolé-es face à une administration de plus en plus autoritaire.

Après plus de 10 ans de gel de point d'indice, le Grenelle ne répond pas aux attentes salariales des personnels et en exclut la majorité. Le refus du ministre de revaloriser les traitements indiciaires au profit de primes aboutit à une individualisation des carrières et un démantèlement du statut.

Des salaires qui restent bas, ça suffit ! Les salarié-es n'ont pas à payer la crise !

- DES CONDITIONS DE TRAVAIL DÉGRADÉES

La crise sanitaire est un révélateur des conséquences des politiques d'austérité menées dans l'Éducation nationale depuis des années.

Dans le premier degré, le ministre fonctionne à moyens constants, ce qui aboutit à des classes surchargées pour la majorité des écoles et une crise du remplacement.

Dans le second degré, cette rentrée se fait encore sous le signe des suppressions de postes et du manque de moyens dans le supérieur.

Les évictions d'élèves et les fermetures de classes servent de prétexte au ministre pour tenter d'imposer l'enseignement hybride ou le télétravail au mépris des textes statutaires

Quant aux élèves, il leur faut suivre les cours sans aucune prise en compte des derniers mois, sans aménagement, ni rattrapage.

Nous réclamons des moyens pour alléger les effectifs des classes, travailler en groupes réduits, et exigeons le recrutement immédiat du nombre d'enseignants titulaires nécessaires pour répondre aux besoins.

- DES RÉFORMES REJETÉES PAR LA MAJORITÉ DE LA PROFESSION

Les ministres Blanquer et Vidal poursuivent leur train de réformes :

- Loi de Programmation de la Recherche
- Casse du Bac et du lycée avec la généralisation du contrôle continu au détriment d'un baccalauréat national avec des épreuves nationales, terminales et anonymes
- Montée en charge de l'apprentissage au détriment de la voie professionnelle
- Réforme affaiblissant la formation initiale dans les INSPE et recours aux « contractuels alternants »
- Projet de création d'un emploi fonctionnel de directeur d'école
- Destruction de l'Éducation prioritaire, avec notamment la fin des REP pour la rentrée 2022.
- Gestion managériale des carrières et pilotage par l'évaluation

Toutes ces mesures vont à l'encontre de l'école que nous défendons, une école qui permette à toutes et tous d'accéder aux apprentissages et de préparer l'émancipation des futurs citoyens.

Toutes ces mesures vont à l'encontre de nos droits, de notre liberté pédagogique et de nos statuts.

Nos organisations appellent les personnels à se mobiliser afin d'exiger un plan d'urgence pour le service public d'Éducation. Notre École ne peut fonctionner sans moyens supplémentaires, sans personnels statutaires revalorisés et reconnus dans leurs expertises professionnelles.

A l'image des mobilisations déjà en cours, au collège des Oliviers à Nîmes pour obtenir le rétablissement de deux postes de CPE, ou des AESH gardois qui se mobilisent en perspective de la grève et des manifestations prévues le 19 octobre prochain ou encore des professeurs des écoles du département qui se sont mis en grève au mois de juin afin d'obtenir les moyens nécessaires pour ouvrir des classes et obtenir leurs temps partiels.

Dans ce contexte, la FSU, FO, CGT et Solidaires appellent les personnels à la grève le 23 septembre.

La Fonction publique est affaiblie, les attaques se succèdent envers le monde du travail dans son ensemble : réforme de l'assurance chômage et menace sur notre système de retraites...

C'est pourquoi, nos organisations appellent à poursuivre ces actions, à tous les niveaux et, en particulier, dans le cadre d'une mobilisation interprofessionnelle le 5 octobre.

TOUTES ET TOUS EN GRÈVE JEUDI 23 SEPTEMBRE !

MANIFESTATIONS

NÎMES, départ 14h00 de la Maison Carrée

ALÈS départ 10H devant le lycée J-B Dumas

BAGNOLS-SUR-CÈZE 10H30, devant le monument aux morts

(AG à 9 h sur le même lieu)

Une audience intersyndicale est demandée en Préfecture en présence du DASEN du Gard à 16h00

Une AG des grévistes gardois se tiendra, avec les organisations syndicales, à l'issue de la manif dans les locaux de FO (5 rue Bridaine à Nîmes) afin de dresser le bilan de la journée

